

Leader du changement

Rapport annuel
2020-2021





Contents

Le CCES en un coup d'œil	4
L'année 2020-2021 en chiffres	5
Mot de la direction	6
Reprise des contrôles du dopage pendant la pandémie	8
Mener des échanges sur les enjeux éthiques cruciaux	9
Repenser la culture sportive pour mieux la rebâtir	10
Statistiques de contrôle du dopage	11
Contrôles effectués dans le cadre du Programme antidopage canadien	12
Gouvernance et leadership	13
Rapport financier	14
À propos	16

Canada

Le CCES tient à remercier le gouvernement du Canada du soutien financier accordé par l'entremise de Sport Canada et du ministère du Patrimoine canadien.

En cette année bouleversée par la pandémie, le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) a mis les bouchées doubles pour aider les communautés à rester actives, favoriser le retour à la compétition des athlètes avec la reprise des contrôles antidopage et stimuler le dialogue sur des questions d'éthique qui façonneront le sport pour les générations à venir.

Nous sommes désormais l'acteur de changement que veulent les Canadiens : un leader confiant et visible du sport axé sur des valeurs.



Le CCES en un coup d'œil

MISSION

Bâtir un sport meilleur

ACTIVER

un système sportif axé sur des valeurs et des principes

DÉFENDRE

un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous

PROTÉGER

l'intégrité du sport

VISION

Le sport au Canada est juste, sécuritaire et ouvert à tous.

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) est certifié conforme à la norme de gestion de la qualité ISO 9001:2015, qui témoigne de son engagement envers l'amélioration continue et de sa volonté de répondre aux besoins des intervenants.

L'année 2020-2021 en chiffres

Nous avons effectué

1 363

contrôles du dopage malgré les restrictions liées à la pandémie.

Nous avons animé

5

ateliers de gestion du risque pour aider les dirigeants d'organismes sportifs à améliorer leur efficacité décisionnelle.

Nous avons animé

13

webinaires sur L'ABC du sport propre et les droits et responsabilités des athlètes pour les athlètes et le personnel d'encadrement assujettis au Programme canadien antidopage.

Selon les estimations,

20 milliards \$

sont misés chaque année sur les événements sportifs tenus au Canada. Pour protéger les athlètes de la manipulation de matchs, nous avons soutenu la légalisation des paris sportifs simples.

69

organismes de sport ont adhéré au Programme canadien antidopage 2021.

Plus de

1 million

de recherches effectuées dans DRO Global dans le monde – dont 77 689 au Canada.

Au total,

22 700

membres de la communauté sportive ont suivi un cours en ligne de la série L'ABC du sport sain.

11 822

abonnés sur nos médias sociaux, une hausse de 14 % par rapport à l'an dernier.

Mot de la direction



Après l'arrêt forcé de la pandémie, nous nous sommes concentrés sur la reprise sécuritaire de notre programme de contrôle du dopage pour aider nos partenaires à organiser des compétitions justes. Il fallait agir vite pour que nos espoirs olympiques et paralympiques puissent participer aux Jeux de Tokyo 2020, et adapter nos processus de contrôle du dopage pour protéger les athlètes et le personnel de prélèvement des échantillons.

Le confinement n'a pas empêché le sport d'évoluer. Des athlètes de renom se sont prononcés en faveur de l'inclusion et de la justice sociale. Les familles et les participants du sport communautaire ont pris du recul pour se demander : « Quel type d'expérience sportive voulons-nous vraiment? » Alors que la manipulation de matchs menace plus que jamais l'esprit sportif, nous avons entendu l'appel à l'action des athlètes et des organismes de sport.

En réponse, nous avons intensifié nos efforts Sport pur pour promouvoir le sport axé sur des valeurs au niveau communautaire. Nous avons plaidé en faveur d'un mécanisme indépendant pour le sport sécuritaire et d'un Code de conduite universel visant à lutter contre le harcèlement et les abus, et nous soutiendrons leur mise en œuvre.

D'après notre expérience, le leadership éthique consiste à défendre ce qui est juste, même s'il s'agit d'une position impopulaire. C'est pourquoi notre indépendance est si importante. Nous sommes fiers d'avoir adopté cette année une approche objective et fondée sur la recherche

pour répondre aux questions difficiles (ex. : droit à la compétition des athlètes transgenres).

En parallèle de la lutte contre la COVID-19, nous avons continué notre travail et publié le nouveau Programme canadien antidopage 2021 (PCA). Cette belle réalisation représente l'aboutissement d'une large collaboration numérique avec des athlètes, des experts techniques et des administrateurs de partout au pays.

Le PCA 2021 intègre tous les éléments du Code mondial antidopage 2021 pour favoriser l'harmonisation des règles antidopage à l'échelle mondiale, protéger les athlètes et clarifier les processus. Il comprend la nouvelle Déclaration des droits antidopage des sportifs, qui affirme le droit à des contrôles justes et à des mécanismes de dénonciation. En suivant le Standard international pour la gestion des résultats (SIGR), il clarifie et renforce les démarches que les organisations antidopage doivent effectuer après un contrôle positif ou une violation présumée des règles antidopage.

Nous sommes fiers d'avoir rédigé, en collaboration avec l'Agence mondiale antidopage (AMA), le Standard international pour l'éducation (SIE), qui vise à aider les organismes à appliquer le PCA de façon cohérente et à créer des programmes de prévention axés sur des valeurs.

Ces réalisations, qui ont façonné notre nouveau plan quinquennal, nous permettront de jouer un rôle encore plus important en 2021-2022. Cela n'aurait pas été possible sans l'appui financier du gouvernement du Canada, du ministère du Patrimoine canadien et de Sport Canada pendant cette période où beaucoup de nos services payants étaient suspendus ou limités. En plus de soutenir l'organisation et de permettre à tous nos employés de continuer de travailler à temps plein, cet appui indéfectible a montré à quel point le sport éthique et axé sur des valeurs est important pour tous les Canadiens.

Nous remercions les membres de notre conseil d'administration pour leur temps et leurs lumières, ainsi que notre personnel, qui a su garder le cap avec passion et professionnalisme durant cette année éprouvante. Vous êtes de véritables bâtisseurs. Grâce à vous, nous pouvons aborder sereinement l'année 2021-2022.

Au CCES, nous avons toujours considéré le sport comme un microcosme de la société, où foisonnent les questions complexes d'ordre éthique et de droits de la personne, et où le leadership fondé sur des valeurs peut créer un système juste, sécuritaire et ouvert à tous. Une mission que nos partenaires sportifs canadiens continuent de rendre possible, année après année.



Don McKenzie

D^r Don McKenzie
Président du conseil d'administration



Paul Melia

Paul Melia
Président-directeur général



Reprise des contrôles du dopage pendant la pandémie

Au printemps 2020, l'annulation des grandes manifestations sportives a entraîné l'interruption des programmes de prélèvement d'échantillon. En prévision de la reprise du sport, le CCES a créé de nouveaux protocoles pour que les athlètes du Canada puissent se conformer aux exigences de contrôle du dopage sereinement et en toute sécurité.

Avec le retour imminent des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo et du sport professionnel, nous tenons à reprendre notre programme de contrôles de façon sécuritaire. Nous avons d'abord soumis nos processus de prélèvement d'échantillons à une analyse de risques et veillé à ce qu'ils s'arriment aux lignes directrices de l'ADA. Nous avons ensuite élaboré un plan pour une communication claire des changements et collaboré étroitement avec nos partenaires, notamment le Groupe de travail sur le retour au sport d'À nous le podium. Nous avons aussi envisagé de nouveaux sites de contrôle afin d'accommoder les athlètes vivant avec des personnes vulnérables ou dans des immeubles à accès restreint, en plus de nous tenir au courant de l'évolution des mesures sanitaires de la santé publique.

Parmi nos mesures de protection adoptées en réponse à la COVID-19, notons l'obligation pour le personnel de prélèvement des échantillons et les athlètes de porter un masque, maintenir une distance physique appropriée et se désinfecter régulièrement, de même que l'obligation, pour le personnel de prélèvement, de procéder à une autoévaluation des symptômes de la

COVID-19 avant un contrôle. Le tout nous a permis de reprendre les prélèvements d'urine en juillet et les prélèvements sanguins en octobre, et de mettre en place un plan pour tester chaque athlète d'Équipe Canada au moins une fois en prévision des Jeux olympiques de Tokyo. Les nouvelles mesures ont été bien accueillies par les athlètes, le personnel de prélèvement des échantillons et nos partenaires de la communauté sportive canadienne.

Avec notre nouvelle procédure de prélèvement des échantillons, nous avons continué d'offrir nos services payants à diverses fédérations sportives nationales et internationales. Nous avons notamment géré les programmes antidopage de la Première ligue canadienne et du Championnat mondial junior de la Fédération internationale de hockey sur glace. Nous avons aidé les organisateurs des Jeux de Tokyo 2020 à recruter leur équipe de prélèvement des échantillons et à la former adéquatement grâce à de l'enseignement individualisé, de la formation aux logiciels, des séances virtuelles en direct et une infolettre.

En outre, nous avons poursuivi notre partenariat avec le seul laboratoire accrédité par l'AMA au pays, le Laboratoire de contrôle du dopage du Centre INRS-Institut Armand-Frappier (INRS), établi à Montréal, qui offre des services de pointe d'analyse d'échantillons, d'interprétation scientifique, d'aide à la recherche antidopage et plus encore – autant de composantes incontournables d'un programme antidopage efficace.



Révision du PCA : l'approche numérique a porté fruit

Tous les six ans, le Canada doit mettre à jour le PCA suivant la version révisée du Code mondial antidopage. Vu que les consultations ne pouvaient avoir lieu en personne en 2020, nous avons opté pour une approche entièrement numérique, ce qui nous a permis d'échanger avec plus de personnes et d'organisations que jamais auparavant. Quatre versions du programme ont ainsi circulé dans le cadre de sa révision, et nous avons reçu un nombre record de commentaires. De plus, 66 organismes de sport financés par le gouvernement fédéral et trois organismes autofinancés ont adopté le PCA 2021. Au cours de l'année, l'équipe du CCES a collaboré à la préparation du Code 2021, du Standard international pour les contrôles et les enquêtes (SICE) et du nouveau Standard international pour l'éducation (SIE) de l'AMA. Le SIE vise à aider les signataires du Code à harmoniser leur mise en conformité – il s'agit d'une première pour l'AMA. Plus de 75 agents de contrôle du dopage du CCES ont été réaccrédités en suivant des conférences et de la formation en ligne entre mars et mai 2021.





Mener des échanges sur les enjeux éthiques cruciaux

Est-ce que les athlètes transgenres ont un avantage injuste ou posent un risque pour la sécurité en compétition? En réponse à cette question posée par plusieurs organismes sportifs et législateurs en 2020, le CCES a mené une recherche objective pour aider les organismes sportifs à comprendre l'enjeu et s'adapter.

L'organisme World Rugby a banni les femmes transgenres des compétitions internationales en octobre 2020 pour des motifs de sécurité. Des législateurs dans 20 États américains ont présenté des projets de loi similaires pour l'école secondaire. Or l'existence des risques évoqués demeure à prouver. Pour combler le manque de connaissances sur le sujet, nous avons formé et parrainé un groupe de recherche réunissant des membres d'AthlètesCAN, de Femmes et

sport au Canada et du centre de recherche E-Alliance pour effectuer la revue de la littérature universitaire et grise des dix dernières années.

Dorénavant, pour répondre aux questions d'identité et de genre auxquelles le sport s'attaque, nous proposerons une approche impartiale, guidée par nos valeurs et la perspective d'une communauté sportive juste, sécuritaire et ouverte à tous. D'ici les Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Beijing, en Chine, l'enjeu à surveiller est le droit des athlètes d'exprimer leurs préoccupations au sujet des droits de la personne et d'autres enjeux, surtout à la lumière de la règle 50.2 du Comité international olympique (CIO), qui interdit tout message politique sur le podium. Nous comptons nourrir la discussion à ce sujet durant la prochaine année.

Prendre position contre la manipulation de matchs

On estime à 20 milliards de dollars la somme des paris effectués chaque année sur des événements sportifs tenus au Canada. Ce genre d'activités attire souvent des gens peu scrupuleux, qui chercheront à influencer l'issue des matchs à leur avantage. Bien que le Canada ait tenté de prévenir ces manipulations en interdisant les paris sur un seul match, les plateformes en ligne internationales permettent de contourner facilement la réglementation canadienne. Pour remédier à cette situation, le Canada a récemment opté pour l'encadrement du secteur et légalisé les paris sportifs sur un match unique.

En plus d'appuyer la nouvelle *Loi sur le pari sportif sécuritaire et réglementé (C-218)*, le CCES a donné un avis consultatif à la Chambre des communes et au comité des affaires juridiques du Sénat. Dans un important billet de blogue, le CCES a pressé la communauté sportive canadienne de prendre l'enjeu au sérieux; nous avons aussi rappelé aux organismes nationaux de sport les risques liés à la manipulation de matchs lors d'un webinaire dirigé par le CIO, en septembre. Le CCES a également formé, en partenariat avec le Comité olympique canadien (COC), un groupe de travail exploratoire sur la manipulation de matchs afin de préparer diverses ressources pour les organismes nationaux et multisports (dont un modèle de politique) ainsi que pour les athlètes et le personnel d'encadrement (matériel de formation).

Repenser la culture sportive pour mieux la rebâtir

Selon l'Enquête sur l'attitude des Canadiens envers le sport communautaire 2021, les parents canadiens inscrivent leurs enfants dans un sport communautaire pour qu'ils développent leur caractère et acquièrent de saines habitudes. Toutefois, seulement 42 % des répondants jugent que ces expériences sportives satisfont ou dépassent leurs attentes. Sport pur, une initiative du CCES, travaille à corriger cette situation en mettant en place de nouvelles ressources conçues spécialement pour le contexte pandémique.

Plusieurs programmes sportifs communautaires ont été interrompus en raison de la COVID-19. Pour aider les gens à rester actifs, nous avons créé trois ressources Sport pur proposant des activités de qualité nécessitant peu d'organisation et d'équipement.

Nous avons continué de promouvoir sans relâche, tant à l'échelle provinciale que nationale, le sport axé sur des valeurs et les principes Sport pur, en répondant aux principales préoccupations des parents dans un contexte de reprise des activités sportives, dont l'intimidation et la sécurité, les obstacles à l'inclusion, les parents agressifs et la victoire à tout prix. À cette fin, et pour accroître l'accessibilité des principes Sport pur, nous les avons traduits dans de nouvelles langues – cantonais, mandarin, pendjabi hindi et pendjabi

pakistais – pour un total de 14 langues parlées un peu partout au Canada.

En avril 2020, nous avons lancé EVOLVE, un partenariat sans précédent avec BC Artistic Swimming pour offrir un cadre et de la formation en gestion de conflits et en communication aux entraîneurs et administrateurs de clubs. Nous avons aussi tenu des ateliers de gestion des risques et d'activation Sport pur, animé des activités Sport pur virtuelles et cocréé du matériel de communication Sport pur pour les organismes de sport à la grandeur du pays – le tout pour promouvoir une culture sportive qui profite aux participants du terrain de jeu au podium.

NOUVELLES RESSOURCES SPORT PUR

- ▶ Le modèle Sport pur : aider les familles à demeurer actives à la maison
- ▶ Être un modèle Sport pur à la maison
- ▶ Retour sécuritaire au sport communautaire : le guide Sport pur pour les parents et gardiens

**SPORT
PUR**

Le changement commence par l'écoute

Selon notre plus récent sondage mené auprès des partenaires, la communauté sportive comprend notre approche et souhaite que nous assumions davantage notre rôle de leader quant aux principaux enjeux du sport canadien. Un nombre accru de répondants souhaitent voir le CCES s'attaquer à des menaces comme la manipulation de matchs, maintenir son indépendance, promouvoir l'éthique dans le sport, mener les efforts en matière de sport axé sur des valeurs et gérer le PCA. Nous tiendrons compte de ces résultats au moment d'élaborer notre nouveau plan stratégique et de prendre position de manière franche et visible en fait de sport éthique.

Statistiques de contrôle du dopage

Du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

CONTRÔLES ANTIDOPAGE PAR PROGRAMME

Type de contrôle	En compétition	Hors compétition	Total
Programme canadien antidopage	44	1 040	1 084
Contrôles contre rémunération	37	245	282
Total	81	1 285	1 366

Les chiffres comprennent les contrôles que le CCES planifie et/ou effectue.

VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE

Les violations et sanctions suivantes ont été publiées entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021.

Athlète	Sexe	Sport	Violation	Sanction
Badra, Mickaël	M	Football de U SPORTS	Présence : D-amphétamine	4 ans de suspension Prend fin le 29 janvier 2024
Bains, Jasonpreet	M	Lutte de U SPORTS	Présence : déhydrochlorméthyl- testostérone	4 ans de suspension Prend fin le 2 avril 2024
Hamilton, Matt	M	Snowboard - Para	Présence : GW501516	4 ans de suspension Prend fin le 7 avril 2024
Lauzon, Marc-André	M	Cheer	Présence : GW501516	4 ans de suspension Prend fin le 28 janvier 2024
Plug, Derek	M	Bobsleigh	Présence : méthyltestostérone	8 ans de suspension Prend fin le 7 février 2026
Thompson, Graeme	M	Athlétisme	Présence : clenbutérol, tamoxifène	2 ans de suspension Prend fin le 9 octobre 2021

Pour le Registre canadien des sanctions antidopage, visitez le www.cces.ca/resultats.

Contrôles effectués dans le cadre du Programme antidopage canadien

Pour le 1^{er} avril 2020 à 31 mars 2021

Sport	EC	HC	Total
Natation artistique	0	4	4
Athlétisme	2	125	127
Athlétisme – para	2	45	47
Aviron	0	34	34
Biathlon	0	33	33
Bobsleigh	0	36	36
Boxe	0	20	20
Canoë / Kayak	11	70	81
Cheerleading	0	4	4
Curling	8	0	8
Cyclisme	0	97	97
Cyclisme – para	0	19	19
Dynamophilie	9	41	50
Escalade	0	2	2
Escrime	0	3	3
Goalball	0	4	4
Gymnastique	0	9	9
Haltérophilie	0	32	32
Hockey	0	7	7
Hockey sur gazon	0	4	4
Judo	0	20	20
Luge	2	14	16
Lutte	0	27	27

Sport	EC	HC	Total
Natation	0	61	61
Natation – para	0	24	24
Orientation	0	4	4
Patinage de vitesse	0	87	87
Plongeon	0	5	5
Rugby	0	34	34
Rugby en fauteuil roulant	0	2	2
Skeleton	0	5	5
Ski alpin	0	7	7
Ski alpin – para	0	7	7
Ski de fond	0	20	20
Ski de fond – para	0	13	13
Soccer	10	24	34
Softball	0	6	6
Sport universitaire	0	4	4
Taekwondo	0	24	24
Taekwondo – para	0	3	3
Triathlon	0	32	32
Triathlon – para	0	9	9
Voile	0	1	1
Water-polo	0	12	12
	44	1 040	1 084

Gouvernance et leadership

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCES

Le conseil d'administration du CCES se compose de Canadiens accomplis dont les compétences dans différents domaines du savoir assurent une bonne gérance du CCES.

- ▼ D^r Don McKenzie, président
- ▼ M^{me} Jocelyn Downie, vice-présidente
- ▼ M^{me} Mary Chaput
- ▼ M^{me} Anne-Marie Dupras
- ▼ M. Peter Henschel
- ▼ M^{me} Christine Girard
- ▼ M. Alexander Ikejiani
- ▼ D^{re} Connie Lebrun
- ▼ M. Akaash Maharaj
- ▼ M^{me} Mona Minhas
- ▼ M. Tony Walby
- ▼ M. John Wilkinson
- ▼ D^r Andrew Pipe, président émérite

Cette année, nous avons accueilli au sein du conseil d'administration M^{me} Mona Minhas, M. Alexander Ikejiani, M. Tony Walby et M. Peter Henschel et souligné la précieuse contribution des membres sortants, M^{me} Julie Bristow et M. Brian Lennox.

Nous tenons aussi à remercier les personnes qui ont mis leur expertise au service des comités et panels suivants :

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ▼ Comité d'audit
- ▼ Comité d'examen de la rémunération
- ▼ Comité de gouvernance
- ▼ Comité des mises en candidature

AUTRES COMITÉS

- ▼ Comité pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques
- ▼ Comité pour la Liste des interdictions
- ▼ Comité consultatif antidopage d'AthlètesCAN
- ▼ Panel de révision antidopage
- ▼ Comité de révision des enjeux éthiques

Rapport financier

Cet énoncé est un extrait des états financiers audités intégraux du CCES pour l'exercice terminé le 31 mars 2021, que l'on peut obtenir sur demande auprès du bureau du CCES ou télécharger à partir du site Web du CCES.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2021

ACTIF

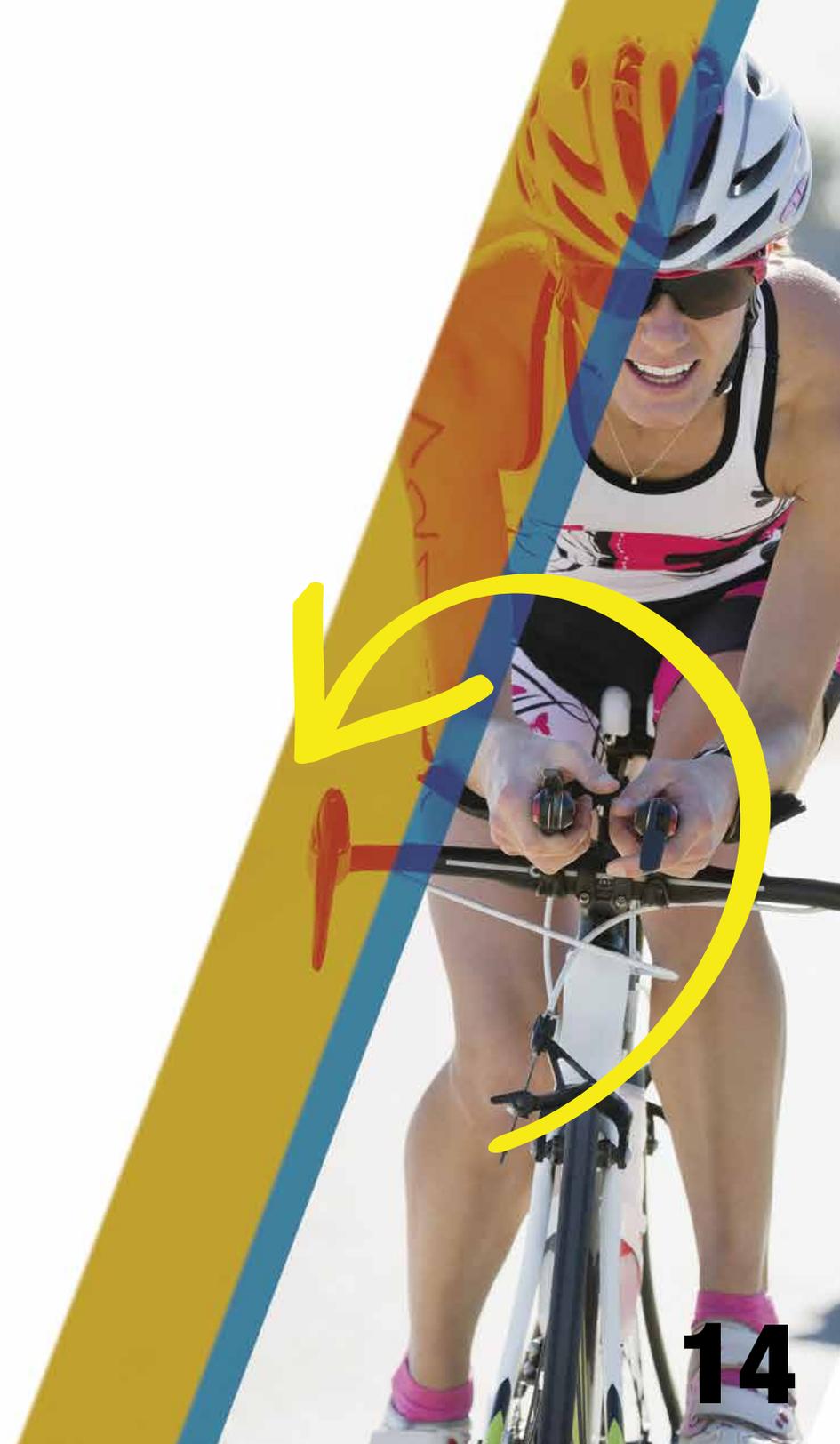
Courant	
Encaisse	\$ 2 155 274
Fonds détenus en fiducie	376 469
Comptes clients	172 338
Taxes de vente recouvrables	49 992
Frais payés d'avance	134 220
	2 888 293
Immobilisations	263 330
Total – Actif	\$ 3 151 623

PASSIF

Courant	
Comptes fournisseurs et charges à payer	\$ 730 831
Fonds détenus en fiducie	376 469
Revenu reporté	521 220
	1 628 520
Loyer reporté	44 741
Total – Passif	1 673 261

ACTIF NET

Fonds d'exploitation	341 345
Fonds de capital	263 330
Fonds de réserve pour les imprévus	355 163
Fonds de réserve – Éthique dans le sport	518 524
	1 478 362
Total – Passif et Actif net	\$ 3 151 623





ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

	Fonds d'exploitation	Fonds de capital	Fonds de réserve – imprévus	Fonds de réserve – Éthique dans le sport	Total
Solde – début d'exercice	\$ 210 596	\$ 365 163	\$ 354 704	\$ 517 573	\$ 1 448 036
Revenus nets pour l'exercice	172 340	(143 424)	459	951	30 326
Achat de biens immobilisés	(41 591)	41 591	–	–	–
Solde – fin d'exercice	341 345	263 330	355 163	518 524	1 478 362

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

	Total
Revenus	
Gouvernement du Canada	\$ 7 635 435
Autres organisations et individus	703 894
Intérêts	1 410
	8 340 739
Dépenses	
Traitements, honoraires et dépenses personnelles connexes	3 828 512
Services de laboratoire et matériel pour les contrôles	2 653 414
Frais professionnels	595 078
Bureau, communications, technologie et autres	581 438
Loyer	279 087
Amortissement	143 424
Déplacements et réunions	101 719
Assurance	95 127
Frais de service	18 533
Pertes sur opérations de change	14 081
	8 310 413
Revenus nets pour l'exercice	30 326

À propos

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) est un organisme sans but lucratif national responsable de gérer le Programme canadien antidopage (PCA). Il est subventionné en partie par le gouvernement du Canada.

SUIVEZ LE CCES ET SPORT PUR SUR LES MÉDIAS SOCIAUX

 @EthicsInSPORT
@TrueSportpur

 www.facebook.com
CanadianCentreforEthicsinSport
www.facebook.com/TrueSportpur

 @ethicsinsport
@truesportpur

 Centre canadien pour l'éthique dans le sport

NOUS JOINDRE

Centre canadien pour l'éthique dans le sport
201-2723, chemin Lancaster
Ottawa (Ontario) K1B 0B1
info@cces.ca
www.cces.ca

POUR **CENTRE CANADIEN**
L'ÉTHIQUE DANS LE **SPORT**

